

Éducation et citoyenneté chez Ivan Illich : une vision révolutionnaire

Ibrahim Samba Mody DIA

Université Cheikh Anta Diop de Dakar/Sénégal

Résumé

Aller à l'école en vue d'acquérir une solide éducation permettant de devenir un citoyen accompli et utile à sa communauté, telle est la conviction que l'on acquiert dès le bas âge. Cependant, dans les faits, on se rend vite compte du décalage qui existe entre les valeurs éducatives qui devraient être transmises à travers l'école et le comportement réel de certains citoyens. Cela conduit à s'interroger sur les rapports existants entre l'éducation et la société. Suffit-il de recevoir une éducation pour être un bon citoyen ? Les moyens mis en œuvres par le système scolaire suffisent-ils à faire de nous de bons citoyens ? La réponse d'Ivan Illich, philosophe autrichien, prêtre catholique et réformateur social est sans appel : l'éducation moderne, née de la révolution industrielle, n'a pour but que de produire un type de citoyenneté passive et servile, loin de l'idéal des philosophes des Lumières. Cet article se veut être une analyse critiques des arguments qu'il avance pour défendre sa conception.

Mots clés : Ivan Illich, éducation, citoyenneté, déscolarisation, autonomie, réseaux d'apprentissage.

Abstract

From a young age, the prevailing belief is that attending school to acquire a robust education will enable one to become a accomplished and useful citizen for one's community. However, in reality, there is a clear disconnect between the educational values that should be transmitted through schooling and the actual behavior of certain citizens. This leads to questioning the relationship between education and society. Is receiving an education sufficient to be a good citizen ? Are the means employed by the school system adequate to turn us into good citizens ? The response of Ivan Illich, an Austrian philosopher, Catholic priest, and social reformer, is unequivocal: modern education, born out of the Industrial Revolution, aims only to produce a type of passive and servile citizenship, far removed from the ideal envisioned by the Enlightenment philosophers. This article seeks to provide a critical analysis of the arguments he advances to defend his conception.

Keywords : Ivan Illich, education, citizenship, deschooling, autonomy, learning networks.

Introduction

Aux alentours du Vème Siècle AVJC, en Grèce antique, un pouvoir a été accordé à une partie de la population ; précisément 10 pourcents de la population dont étaient exclu les femmes¹. 800 ans plus tard, en 212 après jésus christ ce même pouvoir a été accordé à toute la population masculine de l'empire romain, encore une fois à l'exclusion des femmes. 18 siècles plus tard ce pouvoir est accordé à l'ensemble des personnes qui naissent et vivent dans un pays. Et cette fois, même les femmes y ont désormais accès. Ce pouvoir est celui de la citoyenneté, obtenu à travers le statut de citoyen. Celui-ci accorde des droits et des devoirs à l'individu vis-à-vis de son pays.

Et, c'est par l'éducation qu'on accède aux valeurs pouvant faire de nous de bons citoyens respectueux des autres, des lois et de l'environnement. La famille, les communautés et l'État ont la charge d'organiser l'éducation des individus afin de leur permettre de prendre conscience de leurs rôles dans le développement du pays. Ainsi, l'éducation et la citoyenneté sont des concepts fondamentaux pour toute société qui se veut libre, épanouissante et respectueuse de la dignité humaine.

Or, de plus en plus, on constate que loin de l'idéal des philosophes des Lumières notamment Rousseau, qui prône une citoyenneté active et participative, le statut de citoyen, aujourd'hui, est plus un titre marqué sur un document officiel et qui n'a rien avoir l'attitude réelle des individus. Dans certains pays comme le Sénégal, même l'attitude patriotique de respect face aux symboles de l'État se fait de plus en plus rare. Certains n'hésitent même pas à parler d'une « crise de la citoyenneté », comme M. Gaye (2011, p. 34), qui écrit : « *la valeur et le respect de l'hymne et du drapeau national sont presque nul et ignoré par beaucoup de citoyens sénégalais* »

Cette « crise de la citoyenneté » révèle une dichotomie entre les valeurs censées être transmises à travers l'éducation et les comportements réels des individus. C'est en ce sens que certains auteurs tel Ivan Illich ont décidé de se pencher sur la question de l'éducation et de la citoyenneté afin d'en interroger les interactions et d'en proposer des approches différentes.

Ainsi, Illich remet radicalement en cause la façon dont ces notions sont généralement comprises et mises en œuvre dans les sociétés industrielles modernes. Il dénonce les effets pervers de l'institutionnalisation et de la monopolisation de l'éducation par l'école obligatoire, véritable "religion" asservissant les individus. Sa conception de l'éducation et de la citoyenneté s'écarte ainsi des visions traditionnelles pour proposer une refondation émancipatrice de ces idéaux à l'aune d'une société conviviale. Comment,

¹ Le statut de citoyen était réservé à une minorité, puisque les femmes, les mineurs, les esclaves et les métèques, c'est à dire les étrangers, en étaient exclus. Au total, selon certains historiens, il y avait un peu plus de 40 000 citoyens sur plus de 400 000 habitants.

selon Illich, l'école qui était censée éduquer les individus et faire d'eux des citoyens pleinement accomplis, s'est-elle éloignée de sa mission jusqu'à en devenir un obstacle ? Comment, dans sa pensée, remet-il en cause les conceptions traditionnelles de l'éducation et de la citoyenneté, et quelles sont les limites et défis soulevés par ses propositions alternatives ?

Il est à noter que la critique de l'éducation institutionnalisée n'est pas nouvelle dans l'histoire de la philosophie. Des penseurs comme Montaigne et Rousseau ont déjà exprimé leur méfiance envers le caractère standardisé de l'éducation collective. Cependant, Ivan Illich se distingue par la radicalité de sa remise en question du système scolaire. Pour comprendre la spécificité et l'originalité de sa pensée, il convient d'examiner en quoi sa critique se démarque des approches antérieures tout en s'inscrivant dans une tradition philosophique plus large.

Dans cet article, nous explorerons la pensée d'Ivan Illich sur l'éducation et la citoyenneté, située dans le contexte le plus large de l'histoire de la philosophie de l'éducation. Nous mettrons en lumière ses critiques virulentes du système scolaire et des dérives de la société industrielle, tout en soulignant ce qui distingue son approche de celle de ses prédécesseurs. Nous examinerons sa vision d'une éducation libératrice et sa théorie de la « convivialité », en analysant comment ces concepts s'articulent avec sa conception de la citoyenneté. Enfin, nous confronterons les idées d'Illich aux critiques qu'elles ont suscitées dans la littérature académique, en évaluant à la fois les défis qu'elles posent et les ressources internes de son œuvre pour y répondre. Cette analyse nous permettra d'apprécier la pertinence et les limites de la pensée d'Illich dans le contexte éducatif contemporain.

I. La déscolarisation et la convivialité comme préalable à toute véritable citoyenneté

I. 1) Critique radicale du système scolaire obligatoire...

Pour Ivan Illich, l'école obligatoire telle qu'elle s'est institutionnalisée et généralisée dans les sociétés industrielles modernes est la principale responsable de l'aliénation des individus en matière d'éducation et de citoyenneté. Loin d'émanciper les esprits et de former de véritables citoyens libres et éclairés, elle façonne des « consommateurs dociles » et des « usagers résignés », bornant leur horizon aux "valeurs de la puissance" qui l'ont vue naître (I. Illich, 1971 B, p. 29).

En effet, il rappelle que l'école obligatoire moderne émerge il y a deux siècles avec l'industrialisation, dans le but d'« intégrer les citoyens » à cette nouvelle société en les préparant à occuper les rôles socio-économiques répondant aux besoins des sphères productives (I. Illich, 1971 A, p. 121). Mais, au-delà de cette vocation de reproduction du système industriel, il

dénonce le caractère fondamentalement liberticide et discriminatoire de l'école obligatoire. Celle-ci ne fait que prétendre promouvoir l'égalité des chances, mais instaure en réalité de nouvelles formes d'exclusion entre ceux qui la fréquentent et obtiennent diplômes et qualifications, et ceux laissés pour compte, relégués au rang « d'incultes » (I. Illich, 1971 B, p. 64). Aussi, elle soumet les élèves au « monopole radical » d'un savoir standardisé et inculqué de façon ritualisée et hiérarchique, antinomique avec l'idéal d'une société égalitaire (I. Illich, 1971 B, p. 28).

Ainsi, l'école ne fait qu'aliéner les individus au lieu de libérer leur esprit critique et créatif. En modelant les élèves en « consommateurs compétitifs » de produits éducatifs, elle bride leur autonomie au profit d'une docile adhésion au mythe d'une « consommation illimitée » de biens et services institutionnalisés (I. Illich, 1971 B, p. 52). Formatés dès le plus jeune âge à succomber à l'hubris productiviste, les individus en viennent à ne plus concevoir leur épanouissement autrement qu'à travers cette dépendance. Son constat est donc sans appel : loin d'instruire et de former des citoyens libres, l'école obligatoire n'est qu'un puissant « outil de conditionnement » qui nuit à une véritable éducation libératrice en bridant l'esprit critique et créatif des individus. Elle trahit les idéaux émancipateurs de la citoyenneté en produisant une main-d'œuvre servile plutôt que des citoyens autonomes, épanouis et soucieux du bien commun.

Si cette critique d'Illich rejoint, par certains aspects, celles de ses prédécesseurs comme Rousseau, qui dénonçait déjà l'artificialité de l'éducation institutionnelle, elle s'en distingue par sa radicalité et son ancrage dans le contexte de la société industrielle moderne. Là où Rousseau proposait une éducation naturelle individuelle, Illich va plus loin en remettant en cause l'existence même de l'institution scolaire.

I. 2) ...Pour une éducation libérée du carcan scolaire

Face au constat de l'échec de l'école obligatoire sur les plans éducatif et civique, Ivan Illich appelle à une re-conceptualisation radicale de l'éducation, en la désinstitutionnalisant et en l'extrayant de la tutelle de l'État (I. Illich, 1971 B, p. 28). Il s'agit de briser ce qu'il appelle le « monopole radical » exercé par l'école. Cela aurait pour conséquence de libérer l'accès à une myriade d'autres voies éducatives négligées ou étouffées par le système scolaire. Ce n'est qu'ainsi, selon lui, que les individus auront accès à la véritable citoyenneté dont la base est la liberté.

Son idée force est donc de séparer l'éducation de l'école obligatoire, en garantissant constitutionnellement la liberté pour chacun de s'instruire selon ses aspirations. Au cœur de sa théorie, un changement de paradigme : plutôt que d'imposer des curriculums, il faut mettre à disposition des citoyens les ressources leur permettant de cultiver eux-mêmes leurs aptitudes

intellectuelles. À la question traditionnelle « que doit-on apprendre ? », Illich substitue une interrogation bien différente : « de quoi et de qui celui qui veut apprendre a-t-il besoin pour y arriver ? » (I. Illich, 1971 B, p. 132).

Concrètement, il préconise la mise en place de « réseaux » facilitant les rencontres entre ceux désireux d'enseigner et ceux voulant apprendre certaines connaissances ou compétences, à tout âge de la vie. Ces réseaux d'échanges rendus possibles par des garanties constitutionnelles protégeant la liberté éducative remplaceraient le cadre sclérosant de l'école. Le philosophe autrichien insiste également sur l'importance de lever les obstacles corporatistes et de « déprofessionnaliser » l'éducation pour que chacun puisse transmettre ses savoirs et savoir-faire sans entrave (I. Illich, 1971 B, p. 213-214).

Au final, dans sa vision, une éducation affranchie de l'école obligatoire redeviendrait un espace de liberté et d'autonomie personnelle. Chacun pourrait librement cultiver ses propres centres d'intérêt à son rythme, sans subir le carcan des programmes institutionnels ni l'enfermement dans des rôles socio-économiques pré-formatés. L'objectif est de redonner à l'individu-citoyen la pleine maîtrise sur son parcours d'apprentissage, dans une optique d'émancipation intellectuelle et d'épanouissement créatif.

Ce faisant, il espère aussi renouer avec une citoyenneté débarrassée de la « religion » de l'école et de ses rites initiatiques discriminants (I. Illich, 1971 B, p. 28). À l'image de l'idéal antique de la cité démocratique où les citoyens se cultivaient librement, une éducation « désinstitutionnalisée » pourrait redevenir le terreau d'une citoyenneté soucieuse d'équité, de justice sociale et de libre-arbitre sur les orientations de la société.

I. 3) L'horizon d'une société conviviale

Dans la théorie illichienne de la société, réformer en profondeur le système éducatif ne serait qu'une première étape en vue d'un objectif plus vaste : reconcevoir toutes les institutions de la société industrielle moderne pour redonner aux individus leur autonomie, leur liberté d'action et leur part de créativité confisquées. Son diagnostic est que l'industrialisation effrénée a engendré une société productiviste, consumériste et bureaucratique, réduisant les citoyens en rats de courses obligés de se soumettre au « monopole radical » d'institutions devenues contre-productives (I. Illich, 1971 B, p. 179).

La solution qu'il appelle de ses vœux est l'avènement d'une « société conviviale », véritable utopie réalisable qui permettrait de renouer avec une vie bonne et décente pour tous. Concrètement, cette société conviviale reposerait sur trois piliers fondamentaux : la survie, l'équité et l'autonomie créatrice des personnes. Au cœur de ce projet de re-fondation, il y a l'idée de donner aux individus le contrôle sur les outils techniques et sociaux qui cadreraient leurs existences au lieu de les asservir.

Cela impliquerait de profonds changements, à commencer par le renoncement à la logique productiviste de croissance illimitée et de surpopulation, génératrices d'une abondance artificielle et d'une course effrénée à la consommation. Il faudrait rompre avec le mirage d'une opulence matérielle comme condition du bonheur pour revaloriser une sobriété voulue et la joie des plaisirs simples et authentiques.

Comme nous l'avons vu plus haut avec l'éducation, il prône également la « déprofessionnalisation » de nombreux pans de la vie en société, comme la santé et les transports. L'objectif est de briser les monopoles corporatistes et de redonner aux citoyens ordinaires la capacité d'assumer certaines tâches qui leur ont été confisquées par des corps de métiers. Chacun pourrait ainsi jouer un rôle à part entière dans sa communauté, recréant du lien social et de la convivialité. Dans le même ordre d'idée, la société conviviale devrait garantir un accès équitable aux ressources techniques et intellectuelles, en limitant drastiquement les inégalités excessives. Illich rejette l'idée d'une société régie par le culte de l'avoir, prônant plutôt un idéal d'outils justes au service de la collectivité sans créer de rapports de domination.

C'est dans cet esprit qu'il recommande la mise au rancart des grosses infrastructures industrielles polluantes, chronophages et déshumanisantes, comme l'automobile qui a « dévoré le temps » et l'espace urbain. À la place, la société conviviale privilégierait des outils légers, modulables selon les besoins et respectueux de l'environnement.

Sur le plan politique enfin, Illich plaide pour une société réellement participative, où les citoyens jouiraient de réelles opportunités d'implication dans les décisions les concernant sans être bridés par les institutions bureaucratiques hégémoniques. Redonner voix au chapitre aux communautés locales sur l'organisation des activités éducatives et productives permettrait de restaurer une citoyenneté active et responsable.

Commentant la définition illichienne de la « société conviviale », J. M. DIJAN affirme :

« J'appelle société conviviale, une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité et non au corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle son outil. » Sûr de son postulat, l'auteur cherche à franchir un palier supplémentaire dans sa dénonciation du progrès industriel, partant du principe que « l'école produit des cancre », « la vitesse dévore le temps », « la santé est une marchandise ». « Puisque la vie est malade de son environnement délétère, l'homme a besoin d'un outil avec lequel travailler et non d'un outillage qui travaille à sa place. Il a besoin d'une technologie qui tire le meilleur parti de l'énergie et de l'imagination personnelle et non d'une technologie qui

l'asservisse et le programme. » Sa conviction est faite : aucun homme politique, ni aucun syndicat, n'aura désormais, sans arrière-pensées idéologiques ou corporatistes, le courage de dire tout haut qu'il est encore temps de se reprendre en main pour mettre à distance les instruments de notre aliénation. » (2020, p. 98).

Au final, l'ambition de la société conviviale est de restituer une forme de liberté et d'autonomie substantielle aux individus en reconfigurant leurs rapports aux outils techniques, aux institutions, à l'environnement mais aussi à leurs semblables. En bannissant les logiques d'oppression et de domination induite par le productivisme industriel aveugle, Illich espère voir émerger une citoyenneté redynamisée, soucieuse de l'intérêt général dans un cadre sobre, équitable et écologiquement soutenable.

II. Défis et limites de la conception illichienne

II. 1) Mise en perspective historique et critique des « réseaux d'apprentissage »

Comme souligné plus haut, la pensée d'Ivan Illich sur l'éducation et la citoyenneté s'inscrit dans une longue tradition de remise en question des systèmes éducatifs institutionnels. Depuis Montaigne et Rousseau jusqu'aux pédagogues critiques du XXe siècle, nombreux sont ceux qui ont exprimé leur méfiance envers le caractère standardisé et potentiellement aliénant de l'éducation collective. Cependant, la radicalité de la proposition illichienne de « déscolarisation » la distingue nettement de ses prédécesseurs.

En effet, là où Rousseau, par exemple, proposait une éducation naturelle individualisée dans *Émile* ou *De l'éducation* (1762), Illich va plus loin en remettant en cause l'existence même de l'institution scolaire. Il écrit ainsi : « *L'école obligatoire divise inévitablement une société en deux domaines : certains temps, processus, traitements et professions sont "académiques" ou "pédagogiques", d'autres ne le sont pas* » (I. Illich, 1971 B, p. 47). Cette division, selon lui, est à la source d'une aliénation profonde des individus et de la société.

La proposition illichienne de « réseaux d'apprentissage » comme alternative à l'école institutionnelle soulève néanmoins de nombreuses interrogations quant à sa viabilité pratique. Si l'idée d'un accès libre et égalitaire aux ressources éducatives semble séduisante, sa mise en œuvre à grande échelle se heurte à des défis logistiques, financiers et humains considérables.

De plus, la suppression de tout cadre institutionnel pourrait mener à une forme d'anomie éducative néfaste, avec un manque de structuration et de régulation des processus d'apprentissage. Comme le souligne le sociologue de l'éducation Michael Apple : « Les structures institutionnelles, malgré leurs

défauts, jouent un rôle crucial dans la transmission et la validation des connaissances. Leur disparition totale risquerait de créer un vide dangereux » (M. Apple, 1982, p. 127).

II. 2) Défis épistémologiques et sociaux d'une société sans école

La vision illichienne d'une éducation totalement désinstitutionnalisée soulève également des questions cruciales sur la garantie d'un socle de connaissances communes, indispensable au vivre-ensemble dans une société complexe. Le libre arbitre total des individus sur leurs apprentissages ne comporte-t-il pas un risque de dérive vers des contre-vérités et une exposition accrue aux théories complotistes ou mensongères ?

Cette préoccupation fait écho aux débats contemporains sur la propagation des « fake news » et la désinformation dans l'espace public numérique. Comme le note le philosophe de l'éducation Henry Giroux : « *L'éducation ne consiste pas seulement à acquérir des connaissances, mais aussi à développer un esprit critique capable de discerner le vrai du faux. Un système éducatif totalement décentralisé pourrait compromettre cette fonction cruciale* » (H. Giroux, 1983, p. 201).

Par ailleurs, la vision illichienne d'une « déprofessionnalisation » généralisée soulève des interrogations quant à la préservation des expertises spécialisées nécessaires dans de nombreux domaines techniques et scientifiques. Le rejet des cursus de formation structurés ne risque-t-il pas de faire perdre certaines compétences essentielles au fonctionnement de nos sociétés complexes ?

Illich répond partiellement à ces objections en proposant une redéfinition radicale de la notion d'expertise : « *Dans une société conviviale, les connaissances et les compétences circulent librement, sans être monopolisées par des corps professionnels fermés* » (I. Illich, 1973, p. 87). Cependant, la question de la validation et de la reconnaissance de ces compétences dans un tel système reste posée.

II. 3) Défis politiques et sociaux d'une refonte systémique

Sur le plan politique et sociétal, le projet illichien d'une société pleinement « conviviale » comme alternative au productivisme implique des changements d'une ampleur considérable. La faisabilité concrète d'une telle transition radicale, sans heurts majeurs ni dérives autoritaires, semble être une gageure monumentale.

Comme le souligne le sociologue Zygmunt Bauman : « *Les institutions, malgré leurs défauts, sont le produit d'une longue évolution sociale. Les démanteler brutalement, c'est risquer de perdre les acquis positifs qu'elles ont pu apporter* » (Z. Bauman, 2000, p. 178). Comment dès lors assurer le passage d'un modèle économique et social profondément ancré à une vision

plus décentralisée, équitable et écologique, sans sombrer dans le chaos ou l'autoritarisme ?

Les résistances et obstacles à une telle refonte globale des institutions et des mentalités paraissent considérables. La vision illichienne, bien que séduisante sur le plan des principes, soulève ainsi de légitimes interrogations sur sa faisabilité et sa capacité à se traduire concrètement dans la réalité d'une société complexe.

Néanmoins, certains aspects de la pensée d'Illich trouvent un écho renouvelé dans le contexte contemporain. La crise écologique et les limites du modèle productiviste qu'il dénonçait dès les années 1970 sont aujourd'hui largement reconnues. De même, l'essor du numérique et des formes alternatives d'apprentissage (MOOC, autodidaxie facilitée par Internet) fait écho à sa vision de réseaux d'échanges de savoirs.

Comme le note le philosophe de l'éducation Philippe Meirieu : « *Si la vision d'Illich d'une société sans école reste utopique, ses intuitions sur la nécessité de repenser radicalement nos modes d'apprentissage et de transmission des savoirs sont plus que jamais d'actualité* » (P. Meirieu, 2018, p. 156).

Conclusion

L'analyse de la pensée d'Ivan Illich sur l'éducation et la citoyenneté révèle une critique radicale et novatrice des institutions modernes, en particulier du système scolaire. Sa vision d'une société "déscolarisée" et "conviviale" s'inscrit dans une longue tradition de remise en question des modèles éducatifs institutionnels, tout en poussant la réflexion à un degré inédit de radicalité. Il met en lumière l'aliénation découlant de l'industrialisation de la société, où l'école joue selon lui un rôle central dans la perpétuation d'un système axé sur la production et la consommation, au détriment de la liberté et du bonheur réels des individus. La métaphore de la caverne platonicienne, appliquée à l'éducation moderne, illustre de manière frappante la conviction illichienne que l'institution scolaire déforme la réalité et entrave l'épanouissement authentique des citoyens.

Cependant, notre analyse a également mis en évidence les défis considérables que pose la mise en œuvre concrète des idées d'Illich. Les questions de viabilité pratique des "réseaux d'apprentissage", les risques épistémologiques liés à l'absence de cadre institutionnel, et les obstacles politiques et sociaux à une refonte totale du système sont autant d'enjeux qui ne peuvent être ignorés. De plus, la confrontation de la pensée d'Illich avec d'autres courants critiques en éducation révèle à la fois sa singularité et ses limites. Si sa vision d'une société libérée du "monopole radical" de l'école reste séduisante, elle soulève des interrogations légitimes sur la préservation d'un socle commun de

connaissances et la validation des compétences dans un système totalement décentralisé.

Néanmoins, force est de constater que certaines intuitions d'Illich trouvent un écho renouvelé dans le contexte contemporain. La crise écologique, les limites du modèle productiviste qu'il dénonçait, et l'émergence de nouvelles formes d'apprentissage facilitées par le numérique donnent une actualité surprenante à certains aspects de sa pensée. La théorie illichienne de l'éducation et de la citoyenneté, malgré ses écueils potentiels, a le mérite de nous plonger dans une réflexion profonde sur le rôle de l'individu dans son accomplissement personnel et sur la nature même de nos institutions éducatives et sociales. Si la "société conviviale" qu'il appelle de ses vœux peut sembler utopique, elle nous inspire à repenser radicalement nos modes d'apprentissage et d'organisation sociale et conserve toute sa pertinence face aux défis du XXI^e siècle.

En définitive, plutôt que de considérer la pensée d'Illich comme un modèle à appliquer tel quel, il convient peut-être de la voir comme une invitation à questionner en profondeur nos présupposés sur l'éducation et la citoyenneté, et à imaginer des alternatives audacieuses aux systèmes en place. Dans un monde en mutation rapide, confronté à des défis inédits, cette capacité à penser "hors du cadre" pourrait s'avérer plus précieuse que jamais.

Références Bibliographiques

APPLE Michael, 1982, *Education and Power*, Boston, Routledge & Kegan Paul.

BAUMAN Zygmunt, 2000, *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press.

DEWEY John, 1916, *Democracy and Education*, New York, Macmillan.

DJIAN Jean Michel, 2020, *Ivan Illich L'homme qui a libéré l'avenir*, Paris, Éditions du Seuil.

FREIRE Paolo, 1970, *Pedagogy of the Oppressed*, New York, Continuum.

GAYE Mandiaye 2011, *La problématique de la citoyenneté au Sénégal*, Paris, Harmattan.

GIROUX Henry, 1983, *Theory and Resistance in Education*, South Hadley, Bergin & Garvey.

ILLICH Ivan, 1971, *Une société sans école*, Paris, Éditions du seuil.

ILLICH Ivan, 1973, *La convivialité*, Paris, Éditions du Seuil.

MEIRIEU Philippe, 2018, *La Riposte : Écoles alternatives, neurosciences et bonnes vieilles méthodes : pour en finir avec le miroir aux alouettes*, Paris, Autrement.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1762, *Émile ou De l'éducation*, Paris, Nicolas Bonaventure Duchesne.